

Argentine: grève des travailleurs du métro en lutte pour leur liberté syndicale

09-11-2009

La grève a compliquée la circulation dans la ville. Dans plusieurs stations il y a eu des moments de tension avec groupes du syndicat UTA. Le ministre du Travail, Carlos Tomada, a dit que la mesure a été "à la limite de l'extorsion". Il pourrait y avoir une autre grève la semaine prochaine. Des cordons policiers ont divisé les travailleurs du métro des groupes de l'UTA présents dans plusieurs stations

Les travailleurs de métro ont accompli une nouvelle grève pour que le ministère du Travail reconnaisse le syndicat qu'ils ont créé pour se séparer de l'Union Tranviarios Automotor (UTA), syndicat du secteur de la CGT. Depuis onze heures du matin il n'y a pas eu de services dans les six lignes et le Premetro. Bien que l'entreprise a essayé de faire fonctionner un diagramme d'urgence et que des groupes de l'UTA venus en bus sont descendus dans la station de Constitution pour essayer de casser la grève, celle-ci s'est maintenue. Le ministre du Travail, Carlos Tomada, a considéré que la grève a été à la "limite de l'extorsion". Les délégués de l'Association de Travailleurs du Métro et du Premetro ont annoncé que samedi, dimanche et lundi, ils réaliseront des assemblées pour définir de nouvelles protestations, sûrement pour la semaine prochaine.

Dans plusieurs stations, comme celle de Constitution, un cordon policier a séparé les travailleurs en grève des hommes du syndicat cégétiste. Durant toute la journée il y a eu des croisements d'insultes et de menaces. La dispute entre le syndicat de la CGT et les délégués est une histoire de plus de huit ans. De 1996 à 2000 il y a eu dans le métro un processus de réorganisation syndicale. Un corps de délégués a été élu, initialement dominé par l'UTA, mais dans des élections successives, la proportion des délégués rebelles a augmenté. Les dissidents, en majorité des militants qui venaient de l'extrême gauche et du péronisme, ont pris l'assemblée comme forme d'organisation. En 2000 ils étaient déjà la majorité à l'intérieur du corps de délégués et sont devenus forts en obtenant la stabilité de travail à l'intérieur de l'entreprise - cela fait déjà dix ans dans le métro qu'il n'y a pas de licenciements-, ensuite la réduction de la journée de travail de 8 à 6 heures - avec la création de 1500 nouveaux postes de travail - et, finalement, l'incorporation dans Metrovías des employés d'entreprises sous-traitantes (sans oublier de nombreuses augmentations de salaires importantes, NdT). Sur ce chemin, les dirigeants de l'UTA et le corps de délégués de Metrovías ont maintenu une vie en commun de conflit. La direction d'UTA, par exemple, a condamné et enlevé toute légitimité aux mesures de force convoquées par les délégués, et les délégués portaient à leur tour dans les assemblées les accords que l'UTA réalisait avec Metrovías, les soumettant ainsi à une révision.

Finalement, l'année dernière l'UTA a ouvert un processus interne pour expulser les délégués du syndicat, les accusant de mauvaise conduite. En réponse, ceux-ci ont décidé de créer leur propre syndicat (l'Association de Travailleurs du Métro et du Premetro) et de se scinder.

Le nouveau syndicat a un an d'existence et a mille six cents affiliés, mais il n'a pas encore obtenu que le Ministère du Travail lui octroie l'inscription légale. Le Gouvernement a durement critiqué la grève. "Nous nous sommes réunis avec l'UTA, Metrovías et les travailleurs qui protestent aujourd'hui. Dans ces réunions ils ont exprimé leurs préoccupations et nous leur demandons d'attendre dix jours pour que nous puissions résoudre la situation. Ils n'ont pas accepté la possibilité de discuter", a soutenu le ministre Tomada dans une conférence de presse.

Tomada a argué que le ministère attend l'expédient de la Cour d'Appels, ce qui devrait arriver dans dix jours, pour pouvoir donner une réponse. Cependant, les délégués ont assuré que ce qui tardera dix jours à arriver est la notification de la Cour d'Appels, qui a estimé que le ministère est en démeure. (La Justice a déjà dit trois fois que le ministère du Travail doit expédier.) "L'expédient avec la demande d'inscription, cela fait un an que Tomada l'a dans son ministère", ont-ils signalé.

D'autres voix ont mis en cause la grève, le ministre de l'intérieur, Florencio Randazzo ("elle nuit à des millions de travailleurs", s'est-il plaint. Juan Pablo Schiavi, secrétaire du Transport, a demandé sa levée. Dans un communiqué, Metrovías - qui comme l'UTA résiste à la création du syndicat - a qualifié la grève de "politique" et soutenu par une minorité de "ex-délégués". "Plus de 60 pour cent des employés ont continué à leurs postes de travail malgré cette mesure", a assuré l'entreprise et elle s'est plainte que dans les cinq dernières années "il y a eu en moyenne un conflit syndical tous les huit jours".

L'entreprise concessionnaire a recommencé à réclamer au Gouvernement de déclarer la grève illégale et a présenté une mesure préventive pour que soit déclaré le service de métro comme "essentiel".

Comme dans des conflits antérieurs, une liste a aussi été diffusée avec les salaires moyens, dans lequel elle a rappelé que "un employé qui vend des billets au guichet gagne 4200 pesos (800 euros), un gardien 4800 et un conducteur 6300". A ces salaires, a signalé l'entreprise, il faut ajouter une "gratification additionnelle de 2600 pesos".

Dans les réunions que le ministère du Travail a maintenu au début de la semaine, les représentants de l'UTA et de Metrovías ont recommencé à s'opposer à ce qu'une reconnaissance soit donnée au nouveau syndicat. Créer un nouveau syndicat est un droit constitutionnel; ni l'entreprise ni l'UTA ont d'attributions pour s'y opposer, mais ils utilisent leur influence pour freiner la formalité. Laura Vales, Pagina/12, 06 novembre 2009.<http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1->

134814-2009-11-06.html Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr> Sur le même sujet: Buenos Aires: grève des travailleurs du métro pour la liberté syndicale Buenos Aires: les travailleurs du métro vers un syndicat autonome